

révoltes

19 octobre 2008

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Site : revoltes-presse.fr

À BAS LA RÉFORME DES LYCÉES ! AUCUNE SUPPRESSION DE POSTES ! NI FLEXIBILITÉ, NI ANNUALISATION !

Une machine de guerre contre les élèves et les enseignants.

Sarkozy veut détruire les filières L, ES et S, et les actuelles options, au profit d'un lycée « à la carte ». Il prévoit un système en trois « blocs » : des enseignements « fondamentaux » peu nombreux ; des enseignements « complémentaires » pour « découvrir » ou « approfondir » (25% de l'horaire en Seconde, 45% en Première) ; des séances « d'accompagnement ». Tout serait organisé en **modules semestriels**.

Liquidation des enseignements fondamentaux.

L'horaire des enseignements, qu'ils soient « fondamentaux » ou non, s'effondrera. En Français, en Histoire-Géographie, horaires et programmes seront revus à la baisse. Les Sciences économiques seront massacrées. Physique-Chimie et SVT, exclues des enseignements de base, seront fusionnées. Les Mathématiques ne seront obligatoires qu'en Seconde, de même que l'Histoire-Géographie. L'objectif est d'économiser des dizaines de milliers de postes.

Non à dévalorisation du Bac !

La disparition des filières, l'affaiblissement des disciplines, le système des modules vont transformer le bac en un diplôme sans valeur nationale, car chaque bachelier aura une « palette » différente de modules. À l'évidence, un tel bac ne permettra donc plus de s'inscrire dans l'Université et la filière de son choix.

Non à l'organisation semestrielle qui aggravera les conditions de travail !

Avec les modules semestriels, ce sera une pagaille innommable : les emplois du temps changeront en cours d'année. Pour les élèves qui ont des activités extérieures, il sera impossible de s'organiser à l'année.

Pour les enseignants, cela sera l'annualisation du temps de travail et la flexibilité. De plus, les lycées seront « plus autonomes », avec « une marge de manœuvre importante pour le chef d'établissement ».

Ainsi la réforme des lycées, la remise en cause du statut des enseignants et la suppression de dizaines de milliers de postes sont trois aspects indissociables de la politique de Sarkozy.

Comment briser cette offensive ?

Pour faire passer sa réforme, Sarkozy a eu recours à sa méthode habituelle : le dialogue social. Un texte définissant "seize points de convergence" a été contresigné le 11 juin par Darcos, 7 syndicats et les organisations lycéennes. Et, durant l'été, les discussions se sont poursuivies malgré l'annonce, le 9 juillet, de 13 500 suppressions de postes supplémentaires.

Cette concertation a paralysé pendant trois mois toute réaction. Aujourd'hui, Darcos veut aller vite : officialiser l'essentiel fin octobre, et boucler pour décembre.

Une mobilisation immédiate et puissante s'impose. Les dirigeants doivent retirer leur signature du protocole de juin et informer largement de ce qui se prépare.

Et il est fondamental que les dirigeants syndicaux rejettent la totalité de cette réforme. C'est sur ce mot d'ordre central que peut et doit se préparer et organiser la mobilisation :

Retrait total du projet de réforme des lycées ! Il y a urgence !

De même y a-t-il urgence à combattre contre le bouleversement du recrutement des enseignants (les concours s'apparenteront à des « entretiens d'embauche ») et contre la modification annoncée des statuts.

LE CAPITALISME EST EN FAILLITE.

Pour Bush et Sarkozy, ce sont les travailleurs et la jeunesse qui devraient sauver les banques

Aux États-Unis : 700 milliards de dollars supplémentaires pour les propriétaires des banques ... et rien pour les millions d'américains qui sont chassés de leur maison.

Le plan « Paulson » est un gigantesque plan de sauvetage des banques sans précédent dans l'Histoire. Il a été conçu pour préserver les actionnaires de la ruine. Ce plan a été soutenu par Obama et McCain, et finalement voté par les élus, Démocrates et Républicains. C'est normal : le parti démocrate comme le parti républicain sont deux partis bourgeois.

En France : Sarkozy trouve 360 milliards pour sauver les actionnaires des banques.....mais ce sont les travailleurs et la jeunesse qui paieront la crise :

Suppression de 80 000 postes d'enseignants en 5 ans, 2,2 milliards d'économies supplémentaires imposées à l'assurance maladie, un milliard pris aux mutuelles de santé qui sont financées par les travailleurs. Et les entreprises, telle Renault, annoncent des milliers de suppressions d'emplois.

La spéculation, le « capitalisme financier », c'est le véritable capitalisme.

Pour Sarkozy, la spéculation et tous les extraordinaires montages financiers qui sont en train de s'écrouler, « *ce n'est pas le capitalisme* », et la « *crise financière n'est pas la crise du capitalisme* ».

Sarkozy se moque du monde. L'anarchie de la production, la recherche du profit, les spéculations qui en résultent, c'est le capitalisme. Et la crise qui se développe aujourd'hui est celle du capitalisme pourrissant.

Pour sauver le capitalisme, Sarkozy propose de « *réguler le système* », de « *refonder le capitalisme* ». Derrière les mots, la réalité : Sarkozy veut « *accélérer le rythme des réformes* », supprimer l'an prochain « *30 600 emplois dans la fonction publique* », supprimer les « *dépenses inutiles* » dans les hôpitaux, etc. Voilà ce que signifie la défense du « vrai » capitalisme !

Ce que doit être une politique au service de la jeunesse et des travailleurs.

Face à cette crise, face à ces attaques, que font les organisations des travailleurs ? La moindre des choses serait que ces partis et syndicats réalisent l'unité pour engager le combat frontal contre cette politique et ce gouvernement, qu'elles refusent de négocier les plans et projets de Sarkozy.

Il n'en est rien. Les responsables syndicaux ne cessent de discuter des projets de Sarkozy, tandis qu'au PS ou ailleurs, on propose de « réguler », de « moraliser » le capitalisme.

Mais pour un nombre croissant de travailleurs, de syndiqués, de militants, soutenir Sarkozy, vouloir « aménager » le capitalisme n'est pas acceptable. Ils sont en droit d'exiger de ces organisations qu'elles réalisent l'unité pour leurs revendications, pour infliger une défaite à Sarkozy, et qu'elles ouvrent la perspective d'un gouvernement alternatif, sans représentant du Modem et autres représentants du Medef.

Révoltes considère quant à lui que le capitalisme est un système historiquement dépassé, qui ne peut se prolonger que dans la barbarie : **socialisme authentique ou barbarie capitaliste, telle est l'alternative.**

Sur cette voie, il ne s'agit donc pas de « réguler » ou d'aménager le capitalisme, mais de combattre sur des propositions claires. En particulier :

- Assez de négociation des réformes de Sarkozy! **À bas la réforme des lycées. À bas le plan Campus. À bas la loi d'autonomie des universités ...**

- Pas un sous pour les actionnaires : **expropriation pure et simple des banques, À bas le secret bancaire** : ouverture des livres de comptes sous contrôle des travailleurs !

Sur de tels mots d'ordre, l'unité peut et doit se réaliser.